

UNIVERSITÉ PARIS-EST CRÉTEIL VAL-DE-MARNE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Accord-cadre de Travaux

PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT EN APPLICATION DES ARTICLES L 2124-2 ET R 2124-2 ET DES ARTICLES R.2161-1 ET R.2161-2 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.

Accord-cadre relatif aux travaux annuels d'entretien et de rénovation dans les Campus de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne en 11 lots séparés.

CCAP N°2025PFTVXENTRE

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 – OBJET / FORME DU MARCHÉ.....	4
1.2 – PROCEDURE DE CONSULTATION ET FORME DU MARCHÉ.....	4
1.3 – LIEUX D’EXECUTION	5
1.4 – AVENANTS	5
1.5 – ALLOTISSEMENT.....	5
1.6 – OBLIGATION DE RESULTAT.....	5
1.7 – EXCLUSIVITE	5
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE ET DU MARCHÉ SUBSEQUENT	6
2.1 – PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE	6
2.2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ SUBSEQUENT.....	6
ARTICLE 3 – PARTIES CONTRACTANTES	6
3.1 – LE POUVOIR ADJUDICATEUR.....	6
3.2 – CONDUITE DES OPERATIONS	6
3.3 – LE TITULAIRE	7
ARTICLE 4 – PÉRIODICITÉ ET RECONDUCTION.....	7
4.1- DUREE DE L’ACCORD-CADRE	7
4.2 – DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
ARTICLE 5 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES	7
5.1 – TYPE ET CONTENU DES PRIX	7
5.2 – VARIATION DES PRIX	8
5.2.1. <i>Mois d’établissement des prix des marchés.....</i>	8
5.2.2. <i>Révision annuelle des prix de l’accord-cadre.....</i>	8
5.2.3 <i>Actualisation prix des marchés subséquents.....</i>	9
5.3 - APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE.....	9
5.4 - PAIEMENT DES EVENTUELS SOUS-TRAITANTS	9
5.5 - MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ	9
ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	10
6.1. - CONSULTATION DES TITULAIRES POUR LES MARCHES SUBSEQUENTS	11
6.2. - OFFRE DE PRIX POUR LES MARCHES SUBSEQUENTS	11
6.3. - DELAI D’EXECUTION POUR LES MARCHES SUBSEQUENTS	12
6.4. - ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	12
6.5. - GESTION DES MARCHES SUBSEQUENTS PAR LE TITULAIRE.....	12
6.6. - PIECES DES MARCHES SUBSEQUENTS	12
6.7 GESTION DEMATERIALISEE DES MARCHES SUBSEQUENTS VIA EDIFLEX.....	13
ARTICLE 7 – PÉNALITÉS.....	13
7.1. - PENALITES POUR RETARD DANS LE DELAI D’EXECUTION	13
7.2. - PENALITES POUR NON REMISE DE DEVIS.....	13
7.3. - PENALITES POUR ABSENCE AUX RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	13
7.4. - PENALITES POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS DE DEVELOPPEMENT DURABLE	13
7.5. - PENALITES POUR NON REMISE DE DOCUMENTS	13
7.6. - AUTRES PENALITES.....	14
ARTICLE 8 – CLAUSE DE FINANCEMENT	14

8.1 – AVANCE	14
8.2. - NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE	14
ARTICLE 9 – CLAUSES DE REEXAMEN	14
ARTICLE 10 – EXECUTION DES TRAVAUX	14
10.1. - QUALITE DES FOURNITURES.....	14
10.2. - DOSSIER D’EXECUTION	15
10.3. - PREPARATION DE CHANTIER	15
10.4 - AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES	15
10.5. - RECEPTION	16
10.5.1. <i>Le guide d’exploitation et de maintenance</i>	16
10.5.2. <i>Les procès-verbaux de conformité</i>	16
10.5.3. <i>Les bordereaux de suivi de déchets</i>	16
10.5.4. <i>Un dossier de recollement</i>	16
10.6. - MAINTENANCE ET DEPANNAGE	16
10.7. - CONSTATATIONS ET CONSTAT CONTRADICTOIRES.....	16
ARTICLE 11 - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX – SUIVI DES TRAVAUX – INTERVENTION SUR SITE	16
11.1. - PERSONNELS INTERVENANT SUR LES CHANTIERS	16
11.2. - CORRESPONDANT PRIVILEGIE.....	17
11.3. - CONDITIONS D’EXECUTION DES TRAVAUX.....	17
11.4. - SIGNALISATION DU CHANTIER	17
11.5. - HYGIENE ET SECURITE, DEVELOPPEMENT DURABLE	18
11.5.1 <i>Plan de prévention</i>	18
11.5.2 <i>Diagnostics amiante et plomb</i>	18
11.5.3 <i>Risques de chutes de hauteur</i>	18
ARTICLE 12 – RESILIATION ET MISE EN REGIE	18
12.1 – RESILIATION	18
12.2 – MISE EN REGIE.....	18
ARTICLE 13 – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	18
13.1 CONDITIONS DE TRAVAIL	19
13.2 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D’INTERVENANTS ETRANGERS	19
ARTICLE 14 – GARANTIE	19
ARTICLE 15 – CONFIDENTIALITE.....	19
ARTICLE 16 – RESPONSABILITE	19
ARTICLE 17 – ASSURANCE.....	20
ARTICLE 18 – REGLEMENT DES LITIGES	20
ARTICLE 19 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	20

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 – Objet / forme du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation des travaux annuels d'entretien et de rénovation des différents bâtiments des Campus de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne en 11 lots séparés.

L'accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 ; R. 2124-1, R. 2124-2 et des articles R.2161-1 et R.2161-2 du code de la commande publique.

Il s'agit en l'espèce d'un accord-cadre alloti à marchés subséquents sans montant minimum mais avec un montant maximum conformément aux articles R.2162-2 et R.2162-4 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est multi-attributaires : trois (3) opérateurs économiques seront retenus par lot pour toute sa durée de validité, sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres régulières. Toutefois, si un seul candidat présente une offre régulière sur un lot, celui-ci pourra lui être attribué.

Les marchés subséquents à l'accord-cadre sont des marchés s'exécutant conformément à l'article R.2162-1 du code de la commande publique. L'attribution des marchés subséquents sera précédée d'une mise en concurrence par « lettre de consultation » de l'Université Paris Est Créteil Val-de-Marne adressée à tous les opérateurs économiques retenus au lot de l'accord-cadre concerné, lors de la survenance du besoin.

1.2 – Procédure de consultation et forme du marché

La présente consultation est passée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-1 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Le présent marché est un accord-cadre est sans montant minimum annuel mais avec un montant maximum annuel par lot comme suit :

Lot concerné	Montant maximum annuel
Lot 1	Montant maximum annuel de 400 000 € HT
Lot 2	Montant maximum annuel de 400 000 € HT
Lot 3	Montant maximum annuel de 700 000 € HT
Lot 4	Montant maximum annuel de 400 000 € HT
Lot 5	Montant maximum annuel de 200 000 € HT
Lot 6	Montant maximum annuel de 150 000 € HT
Lot 7	Montant maximum annuel de 150 000 € HT
Lot 8	Montant maximum annuel de 100 000 € HT
Lot 9	Montant maximum annuel de 100 000 € HT
Lot 10	Montant maximum annuel de 100 000 € HT
Lot 11	Montant maximum annuel de 700 000 € HT

1.3 – Lieux d'exécution

L'adresse des différents Campus du pouvoir adjudicateur concernés sont indiquées dans l'annexe A au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Certains de ces sites sont susceptibles de contenir des matériaux amiantés ou avec du plomb.

1.4 – Avenants

Le pouvoir adjudicateur est susceptible d'investir de nouveaux bâtiments, par conséquent la liste des Campus pourra s'accroître. *A contrario*, il est également envisageable que, durant la durée du présent marché, le pouvoir adjudicateur se sépare de certains Campus.

Toute modification des prestations prévues au marché pourra faire l'objet d'un avenant avec le titulaire du lot concerné (l'allotissement étant géographique). En cas d'ajout de nouveau bâtiment sur un département autre que ceux couverts par le présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de conclure l'avenant avec le titulaire du lot géographiquement le plus proche.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, en application du 1^{er} de l'article L2194-1 du code de la commande publique, de conclure un avenant afin de confier au titulaire du lot concerné les prestations visées par le présent marché en cas d'ajout d'équipement sur des bâtiments existants.

1.5 – Allotissement

Le présent accord-cadre est alloti en 11 lots :

Lot 1 : Travaux annuels de gros œuvre : ouvertures et percements, béton et maçonnerie, faïence et sols durs

Lot 2 : Travaux annuels de plafonnage, cloisonnement, doublage, coffrage et flocage

Lot 3 : Travaux annuels de désamiantage

Lot 4 : Travaux annuels d'ossature et de menuiserie

Lot 5 : Travaux annuels de voirie et réseaux divers (VRD)

Lot 6 : Travaux annuels de peinture et sols souples

Lot 7 : Travaux annuels de serrurerie, métallerie et menuiseries métalliques

Lot 8 : Travaux annuels d'occultation et protection solaire

Lot 9 : Travaux annuels de vitrerie

Lot 10 : Travaux annuels de mobiliers fixes

Lot 11 : Travaux annuels d'isolation, étanchéité et bardage extérieurs

1.6 – Obligation de résultat

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à mener à bien, sans aucune restriction ni réserve les prestations qui lui sont confiées. Il est débiteur d'une obligation de résultat.

Il est réputé avoir une parfaite connaissance :

- De la constitution des Campus,
- Des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité des Campus.

1.7 – Exclusivité

Les titulaires de l'accord-cadre disposent de l'exclusivité dans l'attribution des marchés subséquents objet du présent accord-cadre.

Aucun autre opérateur économique ne sera autorisé à intégrer l'accord-cadre durant sa période de validité.

Les titulaires de l'accord-cadre ne peuvent se prévaloir d'aucune exclusivité dans l'attribution d'un marché subséquent lorsque :

- ✚ L'opération consiste en la construction, la restructuration d'un ensemble avec ou sans extension ;
- ✚ Le montant prévisionnel de l'opération est supérieur ou égal à 1 500 000 € HT, toutes dépenses confondues ;
- ✚ Le délai d'exécution de la prestation, objet du marché subséquent, est supérieur ou égal à 2 ans après la date de fin de l'accord-cadre.
- ✚ L'exclusivité ne s'applique pas en cas de désignation d'un maître d'œuvre extérieur.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE ET DU MARCHÉ SUBSEQUENT

2.1 – Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/T, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes et prévalent, en cas de contradiction ou de différence, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessous :

- L'acte d'engagement spécifique à chaque lot ;
- Les annexes financières à l'acte d'engagement, spécifiques à chaque lot : Annexe 1 – BPU et Annexe 2- DQE ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe : Description des campus ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot (*Attention : Les candidat doivent prendre connaissance des CCTP de tous les lots 1 à 11*) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/T) ;
- L'offre technique du candidat

2.2 - Pièces constitutives du marché subséquent

- La lettre de consultation envoyée par l'université ;
- Le devis proposé par le titulaire sur la base du BPU de l'accord-cadre ;
- Le bon de commande établi sur la base du devis ;
- Le mémoire technique éventuel ;
- L'éventuel cahier des clauses spéciales du marché subséquent ;
- L'ordre de service valant attribution du marché subséquent.

Toute clause, portée dans toute documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire déclare parfaitement connaître ces documents bien qu'ils ne soient pas matériellement joints au présent marché.

Si de nouveaux textes entraient en vigueur en cours de déroulement du présent marché, le titulaire doit en avertir le pouvoir adjudicateur et livrer des installations conformes aux dernières dispositions.

Le pouvoir adjudicateur établira un avenant correspondant aux modifications si elles sont conséquentes.

ARTICLE 3 – PARTIES CONTRACTANTES

3.1 – Le pouvoir adjudicateur

Le présent marché est exécuté pour le compte du « pouvoir adjudicateur » :

- L'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne, sis 61 avenue du Général de Gaulle, 94010 représenté par son Président.

3.2 – Conduite des opérations

La conduite d'opérations est assurée par la personne désignée dans la lettre de consultation préalable à l'attribution du marché subséquent.

3.3 – Le titulaire

Le titulaire est la ou les personnes, physiques ou morales, désignées dans l'acte d'engagement.

Le Titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour réaliser les prestations prévues par le présent marché et assurer leur parfaite exécution, y compris sous-section 4 le cas échéant.

Le titulaire est représenté auprès du pouvoir adjudicateur par un de ses agents dûment désigné dans une pièce contractuelle de l'accord-cadre et qui sera l'interlocuteur privilégié.

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement au Pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société,
- A la forme de l'entreprise ou de la société,
- A la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination,
- A l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société,
- A la domiciliation bancaire de l'entreprise ou de la société,
- Au capital social de l'entreprise ou de la société,

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise ou de la société.

ARTICLE 4 – PÉRIODICITÉ ET RECONDUCTION

4.1- Durée de l'accord-cadre

Chaque lot de l'accord-cadre est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de sa date de notification.

Il est reconductible tacitement à sa date d'anniversaire sans que la durée du marché puisse dépasser quatre (4) années soit un total de trois (3) reconductions possibles.

En cas de non reconduction, un préavis sera envoyé au titulaire du marché au plus tard deux (2) mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Les deux parties demeurent liées du fait de prestations ou de règlements qui resteraient à effectuer après expiration ou après résiliation dudit marché.

4.2 – Durée des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont conclus à compter de leur date de notification au titulaire et prendront fin à la réception des prestations ou à la levée des réserves émises par le maître d'ouvrage, le cas échéant.

Cette réception marque le point de départ des délais de garanties légales dues par le titulaire.

ARTICLE 5 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

5.1 – Type et contenu des prix

Dans le cadre des marchés fondés sur l'accord-cadre (marchés subséquents) les prix hors TVA des prestations réalisées par le titulaire seront obtenus par application d'un devis détaillé en référence à l'annexe financière à l'acte d'engagement – Bordereau des Prix Unitaires (BPU), qui servira de base à l'établissement des prix des différents marchés subséquents établis pendant toute la durée du présent accord-cadre.

Le titulaire proposera dans les marchés subséquents, fondés sur l'accord-cadre, des prix unitaires au moins aussi avantageux que ceux chiffrés à l'annexe financière de l'acte d'engagement – BPU.

Pour les produits et prestations non chiffrés à l'annexe financière à l'acte d'engagement, le titulaire pourra les chiffrer dans le devis de l'offre du marché subséquent. Toutefois, il veillera à privilégier, dans la mesure du possible, les produits et prestations chiffrés à l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage à fournir tous les renseignements sur les prix lorsque l'université en fera la demande.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG / T, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que les droits de propriété intellectuelle et artistiques toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

L'accord-cadre est traité à prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Les prix applicables à l'accord-cadre sont ceux figurant sur le devis retenu par le représentant du pouvoir adjudicateur. Les prix du devis sont fermes pendant la durée de validité du devis qui est d'un mois à compter de sa date de réception.

5.2 – Variation des prix

Les prix plafonds de l'accord-cadre sont fermes pendant 12 mois à compter de la notification de l'accord-cadre. Ils peuvent ensuite être révisés une fois tous les douze mois, selon les modalités ci-dessous.

5.2.1. Mois d'établissement des prix des marchés

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro " (M0) et il est précisé à l'acte d'engagement.

5.2.2. Révision annuelle des prix de l'accord-cadre

Les prix du BPU seront révisés annuellement, à la date d'anniversaire de l'accord-cadre, par référence à la formule suivante :

Lot concerné	Formule de révision des prix de l'accord-cadre	Indice d'actualisation BT
Lot 1 – Gros œuvre	Prix Initial x BT50/BT500	BT50
Lot 2 – Plafonnage	Prix Initial x BT50/BT500	BT50
Lot 3 – Désamiantage	Prix Initial x BT50/BT500	BT50
Lot 4 – Menuiserie	Prix Initial x BT50/BT500	BT50
Lot 5 – VRD	Prix Initial x BT50/BT500	BT50
Lot 6 – Peinture	Prix Initial x BT50/BT500	BT50
Lot 7 – Serrurerie	Prix Initial x BT50/BT500	BT50
Lot 8 – Occultation et protection	Prix Initial x BT50/BT500	BT50
Lot 9 – Vitrerie	Prix Initial x BT50/BT500	BT50
Lot 10 – Mobiliers fixes	Prix Initial x BT50/BT500	BT50
Lot 11 – Isolation	Prix Initial x BT50/BT500	BT50

Dans laquelle :

- Prix initial correspond au prix unitaire figurant au BPU déposé lors de la remise des offres
- BT50 est l'index du prix de l'entretien-rénovation, tous corps d'état
- BT500 est la valeur du dernier indice BT publié au mois de remise des offres (M0).

5.2.3 Actualisation prix des marchés subséquents

Les prix des marchés subséquents sont fermes pendant toute leur durée d'exécution, et actualisables dans les conditions suivantes.

Le prix d'un marché subséquent est actualisé si un délai supérieur à 3 mois, imputable au maître d'ouvrage, s'écoule entre la date fixée pour la remise des offres et la date de début des travaux.

L'actualisation s'effectuera par application de la formule suivante :

Prix actualisé = $\text{Prix Initial} \times \text{BT50(m-3)} / \text{BT500}$

Dans laquelle :

- BT50 est l'index du prix de l'entretien-rénovation, tous corps d'état
- BT50 (m-3) est la valeur du dernier indice BT50 publié à la date de commencement des travaux moins 3 mois.
- BT500 est la valeur du dernier indice BT publié au mois de remise des offres (M0).

Les bordereaux de prix révisés sont élaborés par le/les titulaire(s) et envoyés à l'Université pour validation et application. Ils devront être transmis au plus tard 2 mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

5.3 - Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de la T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

5.4 - Paiement des éventuels sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du Pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, par notification de l'Acte Spécial.

Afin d'obtenir l'acceptation du sous-traitant, il doit être remis au Pôle Achat Public (61 avenue du Général de Gaulle, 94000 Créteil, 13 niveau 3) en main propre ou par courrier :

- Un K-bis de moins de 3 mois ;
- Une attestation d'assurance professionnelle en cours de validité ;
- Une déclaration du chiffre d'affaires global sur les 3 dernières années ;
- L'attestation de fourniture des déclarations sociales (déclaration de vigilance délivrée par l'URSSAF) datant de moins de 6 mois ;
- L'attestation fiscale pour l'année en cours ;
- Les références de cette société ;
- Un document indiquant ses effectifs.

Si le titulaire souhaite faire intervenir de nouveau un sous-traitant ayant déjà obtenu l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit reproduire un acte spécial de sous-traitance modificatif (DC4 ou autre) précisant les montants sous-traités pour chaque opération.

5.5 - Modalités de règlement du marché

Le mode de règlement est le virement administratif avec un délai global de paiement fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture par l'Université et de l'attestation de service fait.

Le défaut de paiement dans le délai prévu fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire conformément aux articles L2192-10, L.2192-13, R.2192-10 et suivants du code de la commande publique. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration de délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le taux des intérêts moratoires applicables est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Auxquels s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

Le paiement est effectué sur présentation d'une facture après service fait, c'est-à-dire après constatation par l'université de l'exécution des prestations commandées.

La facture doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- La mention : « accord-cadre 2025PFTVXENTRE lot n° ... »,
- La mention : Université Paris-Est Créteil Val de Marne,
- Le nom et l'adresse du créancier,
- La date de réception,
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- La désignation en clair des travaux effectués,
- Les dates de début et fin de prestation,
- Le prix net HT,
- Le coefficient éventuel de révision de prix (à compter de la deuxième année contractuelle).
- Le total HT de la facture est ensuite majoré du taux de TVA en vigueur pour former le prix total TTC à régler.
- Le numéro d'engagement indiqué sur le bon de commande transmis par l'université (numéro sous le format 4500xxxxxx).

Le titulaire devra adresser au pouvoir adjudicateur l'ensemble des documents ayant une incidence sur le paiement qui lui est dû : factures, avoirs, changement de RIB, de coordonnées, de dénomination sociale.

La facture doit être transmise sous forme dématérialisée par **Chorus pro**. Cette application est accessible à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour ce faire, les factures dématérialisées adressées à l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro **SIRET 19941111700013**, qui identifiera l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne en tant que destinataire de la facture,
- Les codes services qui permettront de distinguer les factures publiques (FACTURES_PUBLIQUES), des factures sur engagements ou bons de commande (FACTURES_SUR_ENGAGEMENT) et des factures sans bon de commande (FACTURES_SANS_ENGAGEMENT),
- Le numéro d'engagement indiqué sur le bon de commande transmis par l'université (numéro sous le format 4500xxxxxx).

Le numéro de TVA intracommunautaire l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne est le suivant : **25 199411117**

Pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro :

Comment s'identifier sur Chorus ? <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/facturation-electronique-mode-demploi-pour-les-pme/>

Comment déposer une facture ? <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiche-pratique-deposez-votre-facture-sur-le-portail-chorus-pro/>

Un tutoriel pour déposer une facture : <https://www.youtube.com/watch?v=zLUAFnjHp-8>

Le comptable assignataire de la dépense est Madame Hélène Œuf, agent comptable de l'université Paris-Est Créteil Val-de-Marne.

ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Dans le cadre d'une urgence impérieuse, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de choisir n'importe quel titulaire du marché subséquent, qui devra intervenir dans les délais les plus brefs.

L'urgence n'est qualifiée que lorsque les travaux sont rendus nécessaires par un événement imprévisible ayant notamment pour effet de perturber la continuité du service public.

Dans ce cas, le représentant de l'UPEC fixe le montant maximal d'intervention pour mettre fin au dysfonctionnement et établir un diagnostic en concertation avec le titulaire choisi.

Dans le cadre d'un chantier prioritaire, une remise en concurrence aura lieu entre les différents titulaires du lot concerné. Ces derniers bénéficieront d'un délai de 5 jours pour présenter un devis au Pouvoir adjudicateur, puis de 48 heures pour intervenir après validation du devis et envoi du bon de commande par le Pouvoir adjudicateur.

6.1. - Consultation des titulaires pour les marchés subséquents

La lettre de consultation est transmise aux titulaires de l'accord-cadre par mail avec accusé de réception. Elle précise les spécifications techniques des travaux.

Le pouvoir adjudicateur indique dans la lettre de consultation le délai de remise des offres. Ce délai prend notamment en compte le montant, la nature de la prestation, sa complexité et un délai raisonnable nécessaire à la transmission des offres.

Si l'un des titulaires estime que le délai accordé par le pouvoir adjudicateur est insuffisant, il le fait savoir dans les meilleurs délais. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prolonger le délai de remise des offres. Cette information est ainsi communiquée à tous les titulaires de l'accord-cadre invités à présenter une offre pour l'attribution du marché subséquent.

Par la lettre de consultation, le pouvoir adjudicateur communique les critères de sélection des offres à partir de ceux ci-dessous :

- Prix : entre 55 % et 65 %
- Technique : entre 25 % et 45 %
- Environnement : entre 10 % et 20 %

Conformément à l'article R.2162-10 du code de la commande publique, le marché subséquent sera attribué au titulaire de l'accord-cadre qui aura présenté l'offre la plus avantageuse économiquement, sur la base des critères d'attribution énoncés par le pouvoir adjudicateur.

La lettre de consultation indique si les variantes sont autorisées ou non pour l'exécution d'un marché subséquent. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur indique les exigences minimales que la variante doit respecter.

Les offres sont valables pour la durée inscrite dans la lettre de consultation ou à défaut, au minimum 60 jours.

Les offres sont communiquées par les titulaires au pouvoir adjudicateur par mail et avec accusé de réception.

Les offres seront toutes ouvertes simultanément, après la date limite de remise des offres.

6.2. - Offre de prix pour les marchés subséquents

Chaque marché subséquent fera l'objet d'un devis unique par site et pour un ensemble de prestations.

La décomposition du prix des prestations est indiquée dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement – bordereau de prix unitaires.

Les titulaires présentent, pour les marchés subséquents, des offres de prix au moins aussi avantageuses que leur bordereau de prix figurant dans leur offre qualificative de l'accord-cadre. Ils peuvent éventuellement, sur demande du pouvoir adjudicateur, avoir à motiver des différences de prix correspondant à des prestations spéciales à un marché subséquent. A défaut, leur offre sera rejetée.

Pour les prestations non incluses dans le BPU, les prix unitaires doivent être établis par le titulaire et comprendre au moins les informations suivantes :

- L'application du coefficient au déboursé sur la fourniture hors BPU
- Le détail de la main d'oeuvre

Dans ce cas, le titulaire chiffre l'ensemble des fournitures **et sur une seule ligne au devis, la main d'oeuvre.**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander la communication de la facture pro-forma d'achat des fournitures justifiant le prix de calcul. A cette fin le titulaire du marché produira les devis ou factures de fournitures.

Dans tous les cas où une assimilation avec l'un des articles du référentiel sera possible, cette solution devra être privilégiée.

La lettre de consultation précise la liste des éléments que le titulaire de l'accord-cadre doit joindre lorsqu'il répond à un marché subséquent.

6.3. - Délai d'exécution pour les marchés subséquents

Le calendrier d'exécution des prestations est déterminé par le pouvoir adjudicateur dans la lettre de consultation.

Ainsi, le délai maximal d'exécution des prestations est indiqué dans la lettre de consultation et pour chaque marché subséquent.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

À la fin de la prestation, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

6.4. - Attribution des marchés subséquents

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'attribution du marché subséquent par ordre de service.

L'ordre de service comporte au minimum les informations suivantes :

- La référence de l'accord-cadre « 2025PFTVXENTRE lot n*** » ;
- L'identification du service émetteur ;
- La désignation de la commande mentionnant le type de prestation et la référence du devis ;
- Le calendrier d'exécution ;
- L'adresse précise des travaux à effectuer ;
- L'adresse précise de facturation ;
- Le montant de la commande HT et TTC

Seuls les ordres de services signés par l'ordonnateur ou toute personne ayant reçu délégation de signature seront honorés par le titulaire.

Les ordres de service peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre.

6.5. - Gestion des marchés subséquents par le titulaire

Le titulaire accuse réception des ordres de service dès leur réception par mail ou, à défaut, par retour de l'ordre de service daté et signé.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/Travaux, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier, dans un délai de quatre jours (4) calendaires suivant sa réception. Si le titulaire propose des modifications, l'ordre de service ne devient définitif que si le service émetteur exprime son accord dans un délai de huit jours (8) après réception de la contreproposition.

En cas de cotraitance, les ordres de services sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au représentant du pouvoir adjudicateur.

Une prolongation du délai d'exécution ne pourra être accordée au titulaire que lorsqu'une raison expressément motivée fera obstacle à l'exécution de l'ordre de service dans les délais prévus.

6.6. - Pièces des marchés subséquents

Les pièces d'un marché subséquent sont les suivantes :

- La demande écrite établie par l'université ;
- Le devis proposé par le titulaire sur la base de l'accord-cadre ;

- Le bon de commande établi sur la base du devis ;
- Le mémoire technique éventuel ;
- L'éventuel cahier des clauses spéciales du marché subséquent ;
- L'éventuelle charte chantier
- L'ordre de service valant attribution du marché subséquent.

6.7 Gestion dématérialisée des marchés subséquents via Ediflex

Certains marchés subséquents, en fonction de leur montant et de leur durée d'exécution, pourront faire l'objet d'une gestion dématérialisée sur Ediflex. Lorsque tel est le cas, cette modalité sera expressément précisée dans la lettre de consultation.

Les titulaires devront alors paramétrer leurs devis ou DPGF ainsi que leurs situations de travaux directement sur la plateforme. Le conducteur d'opération, après avis éventuel de la maîtrise d'œuvre, validera la commande.

La procédure est identique pour le traitement des factures : une fois validées, elles seront déposées par le conducteur d'opération sur Chorus Pro.

L'ensemble de la procédure, de la commande à la facturation, se déroulera ainsi intégralement sur Ediflex.

ARTICLE 7 – PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 19 du CCAG/T, les pénalités suivantes sont applicables :

Les présentes pénalités sont cumulables, et applicables sans mise en demeure préalable.

Le montant des pénalités sera retenu par compensation sur les règlements du titulaire.

7.1. - Pénalités pour retard dans le délai d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG / Travaux, en cas de non-respect du fait du titulaire de ses obligations dans le délai contractuel d'exécution, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

Dans laquelle : P = le montant de la pénalité hors taxe,
V = la valeur de l'ordre de service hors taxe,
R = le nombre de jours de retard.

7.2. - Pénalités pour non remise de devis

En cas de non remise répétée de devis, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 100 € par constat et à compter de trois (3) non remise successive non motivée.

7.3. - Pénalités pour absence aux rendez-vous de chantier

Le titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier ou d'y déléguer une personne qualifiée habilitée à donner des ordres sur le chantier.

L'absence du titulaire aux rendez-vous ou réunions visés au présent article entraînera une pénalité de cent euros (100 € HT) par fait constaté et appliquée au décompte.

7.4. - Pénalités pour non-respect des obligations de développement durable

Tout manquement du titulaire entraînera une pénalité de cinq cents euros (500 € HT) par fait constaté et appliquée au décompte.

7.5. - Pénalités pour non remise de documents

La non-remise des documents qui sont nécessaires pour apprécier la prestation à venir ou effectuée tels que les fiches techniques et de sécurité des matériaux, des équipements, des outils, les notes méthodologiques d'intervention, les schémas, les plans, les procès-verbaux de conformité à des normes, facture pro forma etc., entraînera l'application d'une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

Dans laquelle : P = le montant de la pénalité hors taxe,
V = la valeur de l'ordre de service hors taxe,
R = le nombre de jours de retard.

7.6. - Autres Pénalités

En outre, une pénalité égale à 10 % du montant de l'ordre de service peut être appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, portant sur le travail dissimulé. Les conditions d'application de cette pénalité sont décrites à l'article L.8222-6 du code du travail.

ARTICLE 8 – CLAUSE DE FINANCEMENT

8.1 – Avance

Sauf refus du titulaire signifié à l'acte d'engagement, une avance de 5% est accordée au titulaire par application des dispositions de l'article R2191-3 du code de la commande publique si le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

8.2. - Nantissement et cession de créance

La cession ou le nantissement de créance résultant du présent marché est conforme aux dispositions des articles R2191-45 du code de la commande publique.

ARTICLE 9 – CLAUSES DE REEXAMEN

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, l'accord-cadre pourra être modifié, à la demande du pouvoir adjudicateur, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

Les modifications peuvent notamment porter sur :

- Une augmentation ou diminution du périmètre du marché, de certains matériels ou d'équipements (de tout type, de tout modèle ou de constructeur).
- L'adaptation des modalités d'exécution du marché
- L'augmentation du montant maximum
- Les évolutions réglementaires et/ou législatives.

Les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de ces circonstances.

En cas d'accord des parties, la modification sera formalisée par un avenant au marché trouvant sa base sur les présentes stipulations.

ARTICLE 10 – EXECUTION DES TRAVAUX

10.1. - Qualité des fournitures

Les matériels et matériaux utilisés doivent être conformes aux exigences définies dans les normes ou labels spécifiques, à savoir :

- Réaction au feu : exigence NF réglementaire ou Euroclasse minimale correspondante acceptée ;
- Dispositifs de sécurité : label A2P (Assurance Prévention Protection).

Les références et marques de produits renseignés par le titulaire au BPU fixent le niveau qualitatif minimum des fournitures et matériaux utilisés pour l'exécution des travaux.

La qualité et les spécifications des matériaux doivent être adaptées à la nature du local (laboratoires, bureaux, salles d'enseignement, circulations etc.).

Le titulaire doit présenter tous les échantillons et prototypes utiles au choix des produits. Les produits sont proposés dans une large gamme de couleur au choix de l'Université.

Dans la mesure du possible, pour l'exécution d'un marché subséquent, le titulaire propose des produits et matériaux disposant d'un label ou d'une norme liée à l'environnement ou au développement durable.

L'ensemble des appareils et matériaux mis en oeuvre sera résistant à une utilisation intensive, neuf et de première qualité. Les équipements devront posséder une certification NF ou équivalente. Avant montage, ils devront être entreposés à l'abri de la pluie et de la poussière et devront être garantis contre tout vice de construction apparent ou caché. Les éléments reconnus défectueux seront remplacés, sans délai ni formalité, par et aux frais du titulaire.

Le titulaire reprecise à chaque marché subséquent au maître d'ouvrage la marque, la référence et le type des matériaux mis en oeuvre. S'il souhaite utiliser un produit différent, d'une autre marque, de qualité et de performances équivalentes à celui cité dans le référentiel de prix unitaires, il devra annexer à son devis les fiches techniques précisant toutes les caractéristiques pour examen par le bureau de contrôle et/ou l'Université, qui apprécieront s'il y a concordance et équivalence. Dans le cas contraire, ces derniers se réserveront le droit d'exiger les marques et types cités en référence dans le CCTP.

En cas d'évolution de gamme du fabricant, le titulaire doit proposer la référence équivalente ou immédiatement supérieure.

10.2. - Dossier d'exécution

Suivant la taille du chantier, le titulaire est tenu de fournir tout document utile à la bonne compréhension de ses travaux et nécessaire à une parfaite réalisation de ses ouvrages. Ces documents devront préciser :

- Les emplacements définitifs des matériels, appareils, équipements et réseaux de toute nature,
- Les plans et/ou schémas des locaux avec implantation des matériels, appareils, etc.
- Les fiches et caractéristiques techniques,
- Les fiches environnementales des produits,
- Les notes de calculs si nécessaires.

Ces documents seront soumis au visa de l'université et des autres éventuels intervenants MOE, BCT et Coordinateur SSI, C. SPS, OPC et AMO pour d'éventuelles rectifications des erreurs ou omissions.

10.3. - Préparation de chantier

D'une manière générale, avant toute intervention, l'entrepreneur vérifiera :

- Toutes les cotes et dimensions,
- Les modalités et difficultés d'accès,
- Les protections collectives et/ou individuelles des travailleurs à mettre en place.

10.4 - Autorisations administratives

Le représentant du pouvoir adjudicateur et le maître d'oeuvre apportent leur concours au titulaire pour lui faciliter l'obtention des autorisations administratives dont il aurait besoin, notamment pour disposer des emplacements nécessaires à l'installation des chantiers et dépôt temporaire des déblais ainsi que les DICT.

Le présent accord cadre ne permet aucune utilisation ou occupation privative du domaine public.

Un marché subséquent peut autoriser le titulaire à occuper le domaine public de l'Université. Sauf stipulation contraire, l'autorisation d'occupation n'est pas constitutive de droits réels.

Toutefois, si un emplacement est disponible et que le titulaire émet le souhait de disposer d'un local pour faciliter l'exécution de sa prestation, un avenant sera conclu afin de permettre l'utilisation du domaine public universitaire sans droits réels et limité à la durée du marché.

Par application du dernier alinéa de l'article L.2125-1 du Code général de la Propriété des personnes Publiques, l'autorisation est délivrée gratuitement.

10.5. - Réception

A l'issue du chantier, le titulaire est tenu de fournir :

10.5.1. Le guide d'exploitation et de maintenance

Les notices et fiches techniques des matériels utilisés, indiquant en particulier :

- Nom et adresse des constructeurs,
- Modèle et type,
- Dimensions, raccordements, plans et schémas,
- Caractéristiques de fonctionnement.
- Les plans et schémas ;
- Les consignes d'exploitation comportant les chapitres :
 - Mise en service et arrêt des installations (ordre des opérations à réaliser, mesures à prendre),
 - Opérations à réaliser en cas d'incident sur un élément de l'installation,
 - La notice d'entretien, présentée sous forme de tableaux listant toutes les opérations d'entretien et leur fréquence ;
- Le cahier des essais effectués par l'entreprise.

10.5.2. Les procès-verbaux de conformité

Les P.V. de conformité, de résistance au feu des installations ainsi que le bon de livraison indiquant le nom du chantier devront être fournis à l'Université avant la demande officielle de réception par le titulaire.

10.5.3. Les bordereaux de suivi de déchets

Les bordereaux de suivi de déchets industriels réglementaires devront être fournis.

10.5.4. Un dossier de recollement

Suivant la nature et la taille du chantier, un dossier de plans de recollement sera remis.

10.6. - Maintenance et dépannage

Les interventions sur les équipements déjà installés ou hors garantie peuvent être chiffrées au coût horaire.

Les pièces détachées seront facturées sur la base du coefficient applicable au déboursé sur fourniture hors bordereau ou sur la base de la remise sur catalogue.

Le délai d'intervention pour le dépannage est de 72 heures maximum à compter de la réception de l'appel téléphonique, obligatoirement confirmé par courriel ou télécopie. Le titulaire devra remplir une fiche d'intervention ou un bordereau d'attachement précisant notamment le temps passé sur le chantier. Ce document sera contresigné par le service demandeur.

10.7. - Constatations et constat contradictoires

Conformément à l'article 11.4 du CCAG/Travaux, si le titulaire, dûment convoqué en temps utile suite à une demande de constat contradictoire de sa part ou de celle de l'Université, n'est pas présent ou représenté aux constatations, il est réputé accepter sans réserve le constat qui en résulte.

ARTICLE 11 - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX – SUIVI DES TRAVAUX – INTERVENTION SUR SITE

11.1. - Personnels intervenant sur les chantiers

Le titulaire s'engage à fournir à l'Université, avant le commencement des travaux ainsi qu'à chaque changement de personnel, les noms et qualifications des intervenants chargés de l'exécution des prestations. Elle se réserve le droit de demander le remplacement de personnel sans que le titulaire ne puisse se prévaloir d'aucun droit. Elle se réserve également le droit d'interdire l'accès au chantier et de demander le remplacement immédiat des personnels jugés par elle indésirables.

D'une manière générale, tout changement d'intervenant doit faire l'objet d'une présentation à l'Université et d'une acceptation de sa part.

11.2. - Correspondant privilégié

Le titulaire est représenté auprès de l'Université par un de ses agents dûment désigné dans une pièce contractuelle de l'accord-cadre et qui sera l'interlocuteur privilégié de l'Université.

Ce représentant doit posséder toutes les capacités pour représenter, et ne peut être sous le coup d'une condamnation lui interdisant l'accès aux marchés publics.

Ce représentant doit offrir une disponibilité compatible avec le déroulement de l'accord-cadre, être à la disposition de l'Université, et être joignable le plus rapidement possible pour réagir rapidement à sa demande.

Ce représentant doit être en mesure d'engager le titulaire et dispose de l'autonomie et des compétences nécessaires à la conception et la proposition de solutions techniques et/ou alternatives inhérentes au devoir de conseil qui est à sa charge.

11.3. - Conditions d'exécution des travaux

Dans certains cas, l'Université aura désigné un MOE externe, un OPC, un bureau de contrôle, un coordonnateur SPS et/ou un coordonnateur SSI. Dans ce cas, le titulaire et ses sous-traitants devront :

- Leur fournir à titre gracieux tous les documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission ;
- Respecter, à leurs frais, les avis, prescriptions et réglementations applicables aux travaux de bâtiment et de génie civil qu'ils pourraient lui imposer dans le cadre de leur mission.

Avant tout démarrage, le titulaire est tenu de procéder à un état des lieux contradictoire avec le service demandeur. Cet état des lieux permettra de s'assurer qu'ils sont remis, après intervention, dans un état équivalent à celui dans lequel ils étaient avant intervention.

L'intervention du titulaire se faisant en site occupé, les niveaux sonores seront limités et les espaces en travaux nettoyés régulièrement. Les travaux bruyants, coupures d'énergie ou de fluides seront exécutés, soit pendant les vacances universitaires, soit la nuit ou le samedi, soit pendant les heures ouvrables après accord préalable de l'université.

L'université ferme traditionnellement en fin d'année (1.5 semaine) et en été (3 semaines). En période d'ouverture, le titulaire veillera à ne pas nuire à son bon fonctionnement et prendra toutes les dispositions contre les risques liés à l'interactivité utilisateurs / chantier. En période de fermeture, le titulaire peut travailler sous réserve de respecter les consignes qui lui seront données.

Le titulaire devra travailler en étroite collaboration et en bonne intelligence avec les autres corps d'état intervenant sur le chantier.

Les prestations seront exécutées conformément aux règles de l'art, livrées complètement achevées et d'un fonctionnement parfait. Les travaux mal exécutés ou contraires aux stipulations de l'accord-cadre, ou encore donnant lieu à des observations des éventuels maître d'œuvre externe, bureau de contrôle, coordonnateur SPS ou SSI, seront à rendre conformes aux prescriptions en vigueur, sans sommation spéciale, et aux frais du titulaire.

11.4. - Signalisation du chantier

La signalisation du chantier est réalisée conformément au CCAG/Travaux, ou encore à l'éventuel PGC.SPS.

La zone de chantier doit être close de manière à empêcher toute intrusion de personnes étrangères au chantier et préserver, pendant toute la durée du chantier, le libre accès aux issues de secours.

Le titulaire doit l'information des utilisateurs sur les risques encourus, l'affichage sur les tableaux d'information des consignes de sécurité compensatoires à appliquer pour la zone en travaux, toutes les mesures de sécurité nécessaires au chantier (protection, balisage...) et à son personnel.

11.5. - Hygiène et sécurité, développement durable

11.5.1 Plan de prévention

Les conditions d'intervention sur les sites de l'Université pour l'installation des matériels et la mise en oeuvre des travaux restent liées à la rédaction préalable et en commun d'un **plan de prévention** selon le décret n° 92 158 du 20.02.1992.

11.5.2 Diagnostics amiante et plomb

Un Diagnostic Plomb et/ou un Diagnostic Amiante Avant Travaux est joint à la lettre de consultation s'il y a lieu.

Le titulaire devra impérativement avertir l'Université par écrit de la présence de tout matériau susceptible de comporter de l'amiante dans la zone chantier.

Pour l'exécution des travaux, le titulaire devra se conformer à la réglementation en vigueur.

11.5.3 Risques de chutes de hauteur

Le titulaire devra respecter toutes les prescriptions légales en vigueur, concernant l'installation d'échafaudages, la mise en place de garde-corps, de plate-forme élévatrice mobile de personnel (PEMP).

Avant l'installation de ces matériels, le titulaire doit réaliser un examen d'adéquation, qu'il remettra sur simple demande à l'Université pour un contrôle contradictoire, afin de vérifier :

- Les risques auxquels les travailleurs sont exposés,
- Quel équipement est approprié aux travaux que le titulaire prévoit d'effectuer,
- Les points d'implantation possibles et de s'assurer de leur accessibilité,
- La portance des sols, les effets du vent,
- Que les conditions d'utilisation définies par le fabricant sont respectées.

Le titulaire doit s'assurer pour l'équipement de travail :

- De la formation et/ou de l'habilitation de son personnel à l'utilisation de ces équipements,
- De la validité des vérifications périodiques,
- De son état de conservation et/ou de bon fonctionnement,
- De la validité du carnet de maintenance,
- Qu'un examen de montage et d'installation soit effectué, notamment des essais sur l'efficacité des dispositifs de sécurité,

Les frais et sujétions d'échafaudages jusqu'à cinq (5) mètres de hauteur sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 12 – RESILIATION ET MISE EN REGIE

12.1 – Résiliation

Sans qu'il soit dérogé au CCAG/T, l'accord-cadre est résilié de plein droit et sans indemnité, après mise en demeure restée partiellement ou totalement sans réponse dans un délai ne pouvant être inférieur à 15 jours, notamment dans les cas suivants :

- Infraction caractérisée aux lois et règlements en vigueur
- Infraction caractérisée aux stipulations de l'accord-cadre.

12.2 – Mise en régie

La résiliation de l'accord-cadre peut être simple ou aux frais et risques du titulaire.

Dans le second cas, l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est effectuée conformément à l'article 52.2 du CCAG/T.

ARTICLE 13 – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

13.1 Conditions de travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la prestation de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

13.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en Français.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2193-1 et suivants du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n° du ayant pour objet ».

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 novembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance.

Les demandes de paiement sont soumises aux modalités de l'article 4.4 du présent CCAP et les correspondances relatives au marché sont rédigées en Français.

ARTICLE 14 – GARANTIE

Il n'est pas dérogé à l'article 44 du CCAG/T.

Le matériel fourni par le titulaire est garanti pendant la durée minimale accordée par le constructeur à compter de sa mise en service et selon les dispositions du CCAG/T. Si une nouvelle défaillance affectant le même organe et ayant la même origine se produit dans un délai inférieur à deux ans, il n'y a pas de facturation pour la seconde réparation.

Pendant les périodes de garantie dues au titre du marché (en cas de travaux de mise en sécurité et modernisation des installations), le titulaire assiste le représentant du Pouvoir adjudicateur pour mettre en évidence, les défauts, défaillances, malfaçons ou non-façons et faire jouer les garanties. Il est tenu de porter à la connaissance du représentant du Pouvoir adjudicateur par écrit, l'incidence de tout vice caché qu'il aurait découvert et dès qu'il en a connaissance, et de prendre les mesures conservatoires nécessaires.

Pendant ces périodes de garantie, il prend toutes dispositions, en accord avec le constructeur ou l'installateur des matériels et équipements, pour assurer la coordination de leurs interventions et le respect de ses propres obligations contractuelles : réglages ou interventions suite à incident au titre de la garantie.

ARTICLE 15 – CONFIDENTIALITE

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

ARTICLE 16 – RESPONSABILITE

Il n'est pas dérogé au CCAG/T et aux règles générales de la responsabilité.

En cas de dégradation volontaire ou non d'un équipement concourant à la sécurité des personnes ou des biens, le prestataire sera sanctionné du montant de la remise en condition opérationnelle dudit équipement et des mesures conservatoires qu'il aura été nécessaire de mettre en œuvre.

ARTICLE 17 – ASSURANCE

Dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire ainsi que les co-traitants et les sous-traitants désignés dans le marché devront présenter la déclaration annuelle de leur compagnie d'assurance des prestations couvertes par elle, avec indication des montants, ou à défaut, l'attestation de ladite compagnie indiquant que l'opération a bien été prise en charge.

Ils devront justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations ou des modalités de leur exécution,
- D'une assurance couvrant les responsabilités résultantes des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.6 et 2270 du Code Civil.

Les attestations correspondantes devront porter mention de l'étendue des garanties et viser expressément les travaux objet du présent marché.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur de tous les dommages dont elle pourra être responsable par la seule existence du chantier.

La garantie porte sur :

- L'ensemble des fournitures et services,
- Le bon fonctionnement des installations et leur conservation.

La garantie oblige l'entreprise à assurer gratuitement :

- Le remplacement ou la réparation des matériels,
- La main d'œuvre nécessaire,
- Les frais annexes pouvant découler de ces interventions au titre des garanties.

Les garanties, auxquelles le titulaire est tenu, à compter de la réception, devront au minimum respecter les délais prévus dans le code civil.

L'absence de production de ces attestations fait obstacle au mandatement de l'avance et/ou des sommes dues au titulaire.

ARTICLE 18 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Auparavant, un accord à l'amiable entre les parties sera recherché dont les frais d'expertise éventuels seront partagés au prorata de l'arbitrage rendu.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur donne lieu à la rédaction d'un mémoire en réclamation conforme à l'article 55.1.1 du CCAG/T et comportant :

- L'énoncé du différend
- L'exposé précis et détaillé des chefs de contestation,
- Les montants des sommes dont le paiement est demandé,
- Les motifs de ces demandes,
- Les bases de calcul des sommes réclamées.

En cas d'action contentieuse ouverte à l'occasion de la conclusion et exécution de l'accord-cadre, celle-ci sera portée devant le Tribunal Administratif de Melun.

Toute autre clause attributive de compétence pouvant figurer sur les documents du titulaire sera considérée comme nulle.

ARTICLE 19 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

À l'article 2.1 du présent CCAP, il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG/T

À l'article 6.5 du présent CCAP, il est dérogé à l'article 3.8.2 du CCAG/T

À l'article 7 du présent CCAP, il est dérogé à l'article 19 du CCAG/T

À l'article 1.1 du présent CCAP, il est dérogé à l'article 19.2 du CCAG/T